

Dans la Creuse, nouvelle terre d'extrême droite : «Si les gens se sentaient bien, ils ne voteraient pas pour de la merde»

Tristan Berteloot, photos Denis Allard

Après avoir élu un député macroniste, puis une insoumise, ce département très rural du centre de la France a choisi en 2024 le jeune ciottiste Bartolomé Lenoir, sans ancrage local. Un symptôme du sentiment d'abandon et de désertification.

Guéret, dans la Creuse, un mercredi. La rue piétonne déserte. Des employés par grappes s'enfilent un menu ouvrier sous la véranda du Pub Rochefort. Il y a du monde chez les libraires. Au Fil des pages, on a mis en vitrine une enquête sur le renouveau de l'extrême droite radicale, *Drapeau noir, jeunesses blanches* (éditions du Seuil) ; aux Vies minuscules, on vend encore le chef-d'œuvre de Joseph Ponthus, *A la ligne*.

Il y a un barouf devant le bâtiment de l'inspection académique. Une vingtaine de personnes sont là, dont certaines portent l'écharpe tricolore, et des gosses. Ça souffle dans des cornes de chasse, on tape sur des casseroles. Sur une pancarte : «*On est les oubliés, la campagne, les paumés, les trop loin de Paris, le cadet de leurs soucis*», comme dans la chanson [de Gauvain Sers](#).

Parmi les présents, Daniel Malleret, 70 ans, est le maire de Lussat, petit village situé à une quarantaine de kilomètres d'ici. Maire «démissionnaire», parce qu'il y a quelques jours, lui et ses conseillers municipaux ont tous rendu leur tablier, pour protester contre la future carte scolaire. Quelqu'un a décidé qu'il fallait fermer des écoles en Creuse, une question de principe, et marqué sur une feuille le barème pour appliquer la sentence : 15 élèves. En dessous, rideau. Manque de pot pour Lussat, sa classe unique n'accueille que douze gamins cette année. L'année prochaine, ça sera plus, mais la préfète ne veut rien savoir. «*Elle ne compte pas le petit dernier, qui a 2 ans et demi, il est trop jeune pour l'instruction obligatoire*», raconte Daniel Malleret. Encore une question de principe. «*Qu'est-ce qu'on va devenir ?* s'interroge-t-il. *Un village qui perd une école est un village qui meurt. Pourtant, nos gosses ne sont pas plus bêtes qu'ailleurs. Ils vont être obligés de faire un trajet, maintenant, avec un circuit de ramassage. Ça dit gros de l'abandon de l'Etat.*»

A Lussat, 400 habitants, il y a déjà peu de services. La poste communale fait la taille d'une cabine téléphonique. La salle de classe se trouve derrière la mairie, avec sa grande cour refaite à neuf. Sous le préau, un dessin de la fée du Robinet. Plus loin, un pré où gambadent les mouflets, il y a un potager et un nichoir à oiseaux. Dans la salle, les douze bambins de 2 à 10 ans, des tables par niveau. Le plus grand a une blague : «*Quel est l'âge d'un poisson pané ? Zéro, car il n'est pas né.*» Au mur, un message destiné aux élèves : «*Je crois en toi.*» La cantine, c'est au bar du village, le Café des Landes. Pour les gamins, c'est la fête chaque midi, parce qu'on «*va au restaurant*». Aujourd'hui : haricots en vinaigrette, pâté de pommes de terre. La patronne en est fière, elle se marre en écoutant les petits. Si l'école ferme, cela fera un vide. Sa fille, pourtant, est scolarisée ailleurs. Il y a 28 enfants dans la commune, mais les parents les déposent ailleurs, selon leur trajet pour le travail. Sous l'abribus de Lussat, on

trouve une vieille affiche [pour la liste de Bardella aux européennes](#), massacrée au niveau du visage.

Le repli menace

Daniel Malleret, le maire, n'en a pas fini. Bientôt, il retournera à Guéret pour manifester à la gare. Mais pas pour son école, cette fois. C'est qu'on envisage [de fermer la ligne de train Guéret-Felletin](#), ouverte depuis 1861. Une histoire de rentabilité. Après une autre, entre Ussel et Montluçon, qui desservait tout l'est de la Creuse jusqu'en 2008. Une pétition «Touche pas à ma p'tite ligne» frôle les 25 000 signatures, ce qui n'est pas rien dans un département de 120 000 âmes, en majorité des retraités vivant seuls. Bientôt, les gens se déplaceront en cars. Et la ligne Paris-La Souterraine est en déliquescence, elle aussi, l'année où la SNCF enregistre un bénéfice net de 1,6 milliard d'euros.

En Creuse, sous quelque angle qu'on le prenne, le présent semble parfois sans issue. Les habitants avancent, on y crée, on invente, on fait vivre les bleds. Mais il y a toujours cette ombre, au-dessus, qui fait que, là-bas, le repli menace, dans un silence terrible. Et se manifeste dans les urnes. Le député du coin, le seul de ce département à la circonscription unique, s'appelle Bartolomé Lenoir, 33 ans. Il a succédé à un macroniste, Jean-Baptiste Moreau, en poste de 2017 à 2022, puis à une insoumise, Catherine Couturier, dont le mandat a été interrompu par la dissolution de 2024. Lenoir, lui, est membre de [l'Union des droites pour la République \(UDR\), le parti-croupion lancé l'an passé par Eric Ciotti](#) et fermement allié au Rassemblement national (RN). Il l'a emporté avec une faible avance sur la droite, qui n'a pas souhaité se désister en faveur de la gauche.

Au moment de son élection, Lenoir, qui a grandi vers Angers, était tout à fait inconnu dans le département. Il n'a pu revendiquer que des ancêtres issus de Lépaud, une commune rurale du nord-est de la Creuse, 350 habitants dont 120 à voter pour lui aux dernières législatives. Tout le nord du département a basculé, comme à Roches, 195 votants, 92 à préférer Lenoir. Ce dernier a peu à voir avec les habitants de Creuse. Il est un citadin, bourgeois, diplômé d'une école de commerce, ultralibéral et xénophobe. Sa dernière prise de parole publique est un tweet du 27 février : «*Mille pensées pour C8 et Cyril Hanouna ce soir. Emission très émouvante*» – pour la dernière soirée de [la chaîne aux 36 alertes et sanctions émises par l'Arcom](#) pour, notamment, agressions sexuelles en direct, diffusions de fausses informations, théories complotistes, violences, insultes, mépris.

Les gauchistes prêts à renverser le pays

En Creuse, le député – qui n'a pas souhaité rencontrer *Libération* – se bat quand même pour que l'Etat investisse sur la ligne de train, et contre le désert médical qui y règne. Mais, depuis son élection, il a surtout fait ce que ses électeurs devaient attendre de lui : diviser. Sa première prise de parole s'est faite au journal régional *la Montagne*, où il a exposé cet objectif : donner des «*chiffres*» aux Creusois sur «*tout ce qui est migrants*». On parle du deuxième département le moins peuplé de France, 20 habitants au kilomètre carré, sans aucun Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada). Les plus proches sont situés dans des départements voisins, à Peyrelevalde, en Corrèze, et à Peyrat-le-Château, en Haute-Vienne. Mais puisqu'il faut faire peur... Lenoir remue de vieux souvenirs, et agite le spectre des gauchistes prêts à renverser le pays, pour noircir les imaginaires. Le sud de la Creuse n'est pas loin de Tarnac, [et du délire médiatique](#) ayant entouré les soupçons de terrorisme contre les membres d'un groupe local à l'époque.

En 2018, un habitant de Saint-Martin-Château, Nicolas Derieux, accompagné de quelques collègues de la Montagne limousine, avait rédigé une tribune appelant à la désobéissance civile, pour *«empêcher les expulsions des exilés qui y ont trouvé refuge»*. L'initiative a elle aussi fait du bruit. L'homme de 54 ans est arrivé en Creuse en 2000, et s'est fait élire maire à Saint-Martin-Château en 2014. Il reçoit à l'Atelier, un restaurant de Royère-de-Vassivière, fondé par lui et des amis, il y a plus de vingt ans. Le lieu est plein : on y sert de la cuisine locale, on y trouve une boutique, un baby-foot, on y organise des concerts. Nicolas Derieux est connu dans la région pour son volontarisme, il multiplie les projets dans son hameau : démocratie participative, auberge retapée avec des logements locatifs...

«Nous sommes pour les communes ouvertes, il n'y a pas de rejet des nouveaux arrivants, se félicite-t-il. La population de la Creuse diminue, et il y a du travail pour tout le monde.» Tout cela va à l'inverse de la politique nationale. Depuis peu, de nombreuses associations ont vu leurs subventions stoppées, car soupçonnées d'être trop proches de mouvements de gauche, en particulier sur le plateau des Millevaches. Ainsi, Télé Millevaches, l'une des plus anciennes télévisions associatives de France, est menacée de fermeture. Pas le genre de mesures qui font reculer l'extrême droite : *«Quand les gens se sentent bien, ils ne votent pas pour de la merde»*, pense, à l'inverse, Nicolas Derieux.

Vieux camions et poney bien peigné

Près de Royère-de-Vassivière, il y a l'autre épouvantail préféré du député Lenoir : le Chammet, à Faux-la-Montagne. Un jour de novembre, l' élu a cru nécessaire d'interpeller le gouvernement en séance publique, au sujet de cet ancien centre de vacances, propriété d'Enedis, et situé sur le lac du Chammet, loué par l'entreprise à une association pacifiste qui, depuis cinq ans, entretient le lieu. Lenoir qualifie l'endroit de ZAD (pour «zone à défendre»), tenue par des *«militants»* (gros mot) qui prôneraient *«une société post-apocalyptique»*. Il y voit *«une centaine de personnes»* terrorisant les riverains, des *«Français honnêtes qui ont toujours été fidèles à la France et qui vivent aujourd'hui dans la peur»*. Brrr.

Rien n'est vrai là-dedans. A part que la Caisse centrale d'activités sociales d'Enedis a bien conclu une convention pour l'occupation du site avec une association nommée «Centre de recherche et d'étude de la forêt». Le reste : personne ne s'est jamais plaint, selon les habitants de Faux-la-Montagne. Le Chammet est loin de la ville. Pour l'atteindre, il faut rouler un peu, entre les étangs et les pâturages. Pas un gus dans le secteur. En haut : de petits baraquements en bois, disséminés dans la forêt. Tous abîmés, souvent inhabités. Il faut imaginer la rudesse des lieux en hiver. Il n'y a pas d'eau, ni d'électricité. L'ancien réfectoire tient encore debout. Au milieu du grand bâtiment, dont une partie du toit fait office de soleil, l'artiste Michel Blazy y a planté des arbres. Quelques fresques ont été dessinées sur les murs. Dehors, de vieux camions donnent un air de musée. Un poney bien peigné vous papouille si vous passez tout près. Tout est entretenu, jusqu'aux sapins plantés sur la mousse. Cela peut rendre jaloux, tant de nature, inexploitée, pour un entrepreneur aux dents longues. Il y a la vue sur le lac, et le silence. On trouve une bibliothèque, on y lit des poètes. Les promeneurs y passent en famille. Il y a un parcours pour eux, balisé de pancartes, où l'on dit ce qu'on voit : ici un potager partagé, appelé «provision commune», là un chemin pour l'ancienne cale à bateaux. Derrière un bâtiment, trois ados partagent une pitance, à même la poêle. Ils n'emmerdent personne, ont l'air heureux d'être libres.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)